



FLASH PAPER n° 6 de l'Observatoire

Violences LGBTQIA+phobes

État des lieux de la situation en Région bruxelloise à l'occasion de la journée internationale de lutte contre l'homophobie et la transphobie



MAI 2024

Chaque 17 mai, depuis 2003, a lieu la journée internationale de lutte contre l'homophobie et la transphobie. En 2024, en Région bruxelloise, une semaine de conférences, débats et activités sur cette thématique est organisée du 8 au 17 mai, clôturée par la « Pride March » le samedi 18 mai. Le thème de la Pride cette année (*Safe Everyday Everywhere*) est directement lié aux enjeux de sécurité.

À cette occasion, safe.brussels présente ici quelques données inédites relatives aux violences LGBTQIA+phobes en Région bruxelloise. Ces données ont été récoltées via l'ASBL *RainbowHouse Brussels* dans le cadre d'un partenariat mis en place dès 2019 entre equal.brussels au sein du SPRB, l'Observatoire au sein de safe.brussels et cette ASBL afin de contribuer à un meilleur rapportage des actes LGBTQIA+phobes commis en Région bruxelloise. D'une part, il s'agit d'améliorer l'image de la problématique par le biais des informations quantitatives et qualitatives, anonymes mais structurées et exploitables, contenues dans les signalements récoltés par l'ASBL. D'autre part, il s'agit de sensibiliser les victimes aux possibilités de signalement officiel des faits qui s'offrent à elles et de leur fournir les coordonnées de services d'assistance aux victimes et/ou de services psycho-médico-sociaux selon leurs demandes et besoins.

Les signalements récoltés via ce dispositif fournissent une série d'informations sur les expériences de la violence vécue par les personnes LGBTQIA+ en Région bruxelloise, qui viennent utilement compléter et nuancer l'image lacunaire qui se dégage des chiffres officiels existants.



Remarque méthodologique : L'analyse ici présentée ne reflète pas la réalité des LGBTQIA+phobies en RBC mais la partie de celles-ci qui a été portée à notre connaissance via le dispositif de récolte de signalements. Il ne s'agit pas d'une enquête sur un échantillon représentatif ; les données récoltées dépendent d'une part de la proactivité de la *RainbowHouse Brussels* pour la récolte de signalements, d'autre part de la volonté des personnes ayant vécu des faits de violence ou discrimination LGBTQIA+phobes de les signaler (ou non) à cette association – qui n'atteint pas de la même manière tous les groupes de personnes pouvant être concernées. Les citations issues telles quelles des signalements sont mises entre guillemets dans la présente analyse.

Plus de 200 signalements récoltés

Le projet a été lancé au dernier trimestre 2019. Il a connu un premier démarrage en 2020, avec 36 signalements récoltés (essentiellement en avril et octobre, pendant les périodes de confinements liés à la pandémie de Covid-19) – qui ont fait l’objet d’une précédente analyse par l’Observatoire^[1]. En 2021 et au début de l’année 2022, le projet a fonctionné de manière fluctuante, avant d’atteindre un rythme plus régulier en 2023. L’analyse détaillée du contenu des signalements est en cours et fera l’objet d’une publication ultérieure. Quelques résultats marquants qui se dégagent du contenu des signalements sont présentés ici. Suivent un bilan du projet au regard de ses objectifs ainsi que des perspectives pour l’avenir.

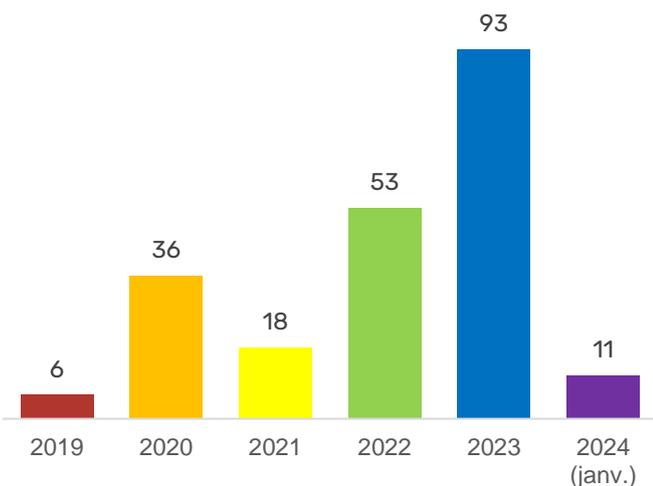


FIGURE 1. Nombre de signalements récoltés via le dispositif mis en place (source : safe.brussels)

TYPES DE VIOLENCES	# signalements	Proportion
Violence verbale (insultes, menaces, moqueries, hate speech)	159	73%
Violence psychologique (pressions, chantage, manipulations, humiliations, dévalorisation...)	103	47%
Violence physique (bousculade, coups...)	67	31%
Discrimination	34	16%
Violence écrite (idem violence verbale, sur internet ou sur un support physique)	22	10%
Violence sexuelle (gestes explicites non consentis, attouchements non désirés)	20	9%
Vol ou dégradations des biens de la victime (vandalisme...) & Extorsion	16	7%
Autres	14	6%

TABLEAU 1. Nombre et part des signalements pour lesquels chaque type de violence est mentionné (plusieurs types possibles dans un signalement) (source : safe.brussels)

Plusieurs types de violence rapportées

Les personnes qui viennent signaler un incident ont la possibilité de sélectionner une ou plusieurs formes de violences subies lors de l’événement relaté. Dans 7 signalements sur 10, plusieurs types de violence sont identifiées par la personne qui rapporte les faits. Le plus fréquemment (dans 47% des signalements), deux types de violences sont associées lors de l’incident relaté. Les violences verbales, présentes dans 73% des signalements, sont les plus fréquentes ; suivent les violences psychologiques (47% des signalements) et physiques (31%) – cf. Tableau 1.

Des faits qui durent...

Dans plus de la moitié des signalements récoltés (58%), l’événement rapporté est décrit comme une situation qui a une certaine durée ; les faits sont considérés comme du harcèlement par les personnes qui les signalent dans une proportion quasi identique (54%).

...et qui se déroulent dans différents lieux

Dans plus d’un tiers des signalements récoltés (38%), les faits ont eu lieu sur la voie publique. Suivent le domicile privé, mentionné dans 16% des signalements, puis l’HORECA et les lieux récréatifs (dans 13% des signalements). Mais des violences sont aussi rapportées dans les transports en commun, les commerces, dans l’enseignement (écoles / universités), dans la sphère professionnelle, dans des bâtiments administratifs ou institutionnels (police, administrations communales) ou dans le milieu médical... Aucun lieu n’est épargné par les LGBTQIA+phobies.

1. Observatoire, « Les violences LGBTQIA+phobes en Région de Bruxelles-Capitale », *Focus de l’Observatoire* – n°3, Bruxelles : Bruxelles Prévention & Sécurité, 2022.

Plus de violences physiques dans les espaces (accessibles au) public(s)

Dans l'espace public au sens large (voie publique, transports en commun, abords des domiciles et des lieux récréatifs, à savoir 48% des signalements), après les violences verbales qui sont la première catégorie de faits rapportés pour tous les types de lieux, les violences physiques sont les plus rapportées. Il y a ainsi des violences physiques dans la moitié des faits ayant lieu sur la voie publique et aux abords de lieux récréatifs et dans 4 faits de violence sur 10 commis dans les transports en commun. Les violences physiques sont également fréquentes dans les lieux accessibles au public (Horeca, lieux récréatifs, commerces ; à savoir 18% des signalements) ; elles y sont mentionnées dans 3 signalements sur 10.

Des violences psychologiques plus présentes dans l'environnement « privé »

Les violences psychologiques sont proportionnellement plus présentes dans les lieux de résidence (19% du total des signalements) et dans l'environnement professionnel/scolaire (12% du total des signalements), où elles sont mentionnées dans deux tiers des signalements.

Le paradoxe du « quartier gay »

La répartition géographique des signalements montre une concentration des faits de violence sur la Ville de Bruxelles (40% des signalements) et en particulier l'hypercentre, principalement en raison de la concentration de lieux de socialisation et de sortie LGBTQIA+. Si les personnes s'y sentent en sécurité, elles y subissent pourtant des violences liées à leur plus grande visibilité (cf. *infra*). Néanmoins, les faits de violence et discriminations LGBTQIA+phobes récoltés par la *RainbowHouse* concernent l'ensemble des communes bruxelloises.

Des victimes aux profils divers

Les personnes qui déposent un signalement auprès de la *RainbowHouse Brussels* sont interrogées sur certaines de leurs caractéristiques personnelles afin de pouvoir éclairer l'analyse des faits qu'elles rapportent. Elles sont majoritairement jeunes (60% ayant entre 18 et 29 ans) mais toutes les tranches d'âge sont représentées entre 12 et plus de 70 ans. En matière d'orientation sexuelle et d'identités de genre, les signalant·e·s se définissent de manières très diversifiées. Des catégories ont néanmoins dû être établies pour l'analyse (cf. Tableau 2).

Homme cisgenre (homosexuel / pansexuel / bisexuel / attiré par les hommes / queer / non précisé)	35%
Femme cisgenre (homosexuelle / pansexuelle / bisexuelle / attirée par les femmes)	18%
Genre fluide, non-binaire, queer, aggenre, autre	32%
Personne transgenre (homme trans*, femme trans*)	17%
Non précisé	6%

TABLEAU 2. Identité de genre autodéclarée par les signalant·e·s (source : safe.brussels)

L'orientation sexuelle et l'identité de genre sont des caractéristiques différentes mais qui peuvent toutes deux entraîner des violences discriminatoires pour les personnes qui s'écartent de l'hétéronormativité dominante. Il a ainsi été demandé aux signalant·e·s si le fait rapporté leur semblait lié à leur orientation sexuelle, leur identité/expression de genre, aux deux ou à d'autres raisons (cf. Figure 2). Pour les personnes cisgenres, l'orientation sexuelle est vue comme l'aspect ayant mené à l'incident dans près de 6 cas sur 10. L'identité et/ou l'expression de genre est néanmoins aussi évoquée ainsi que, plus souvent, le fait que les deux aspects ont joué un rôle dans l'incident. Pour les personnes du groupe « queer/non-binaire/genre fluide/agenne », l'identité et/ou expression de genre est l'élément qui est le plus lié aux violences vécues – mais là aussi, identité de genre et orientation sexuelle sont souvent associées. Ce constat est encore plus marqué pour les personnes transgenres, pour lesquelles la moitié des signalant·e·s ont pointé l'identité/expression de genre comme l'élément lié aux violences vécues.

D'autres caractéristiques ont également été mentionnées comme ayant pu avoir un rôle dans les faits rapportés (de manière isolée ou combinée) : par ex. l'apparence physique, la couleur de peau ou l'origine ethnique.

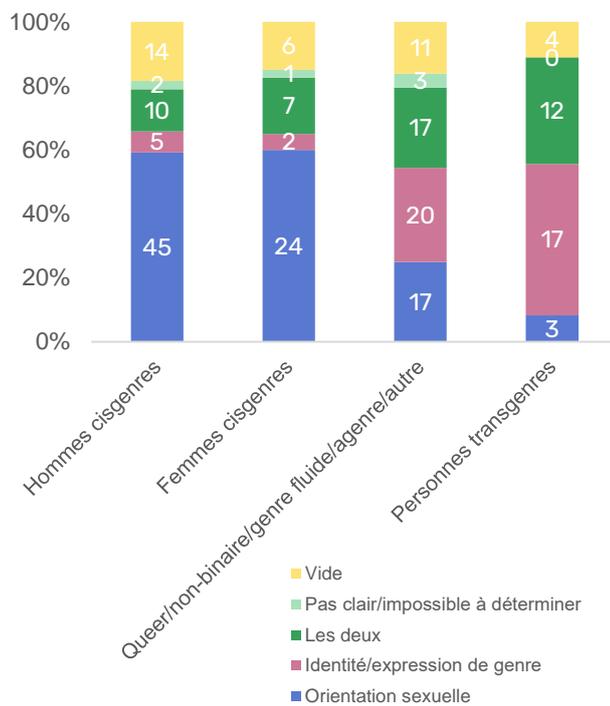


FIGURE 2. Caractéristique à l'origine des violences selon les caractéristiques des signalant·e·s (source : safe.brussels)

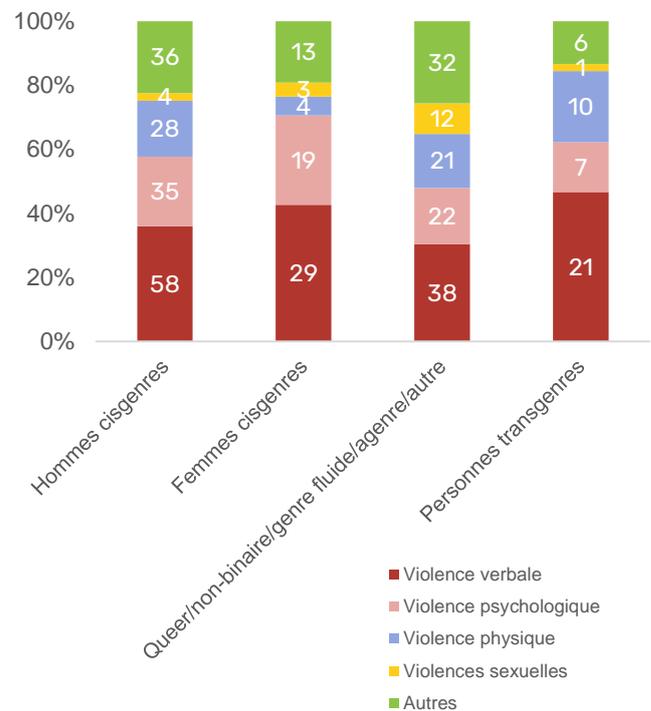


FIGURE 3. Types de violence selon les caractéristiques des signalant·e·s (source : safe.brussels)

Des violences qui varient en fonction des profils des signalant·e·s

Les faits signalés comportent surtout des violences verbales, pour l'ensemble des groupes. Les femmes cisgenres sont proportionnellement moins concernées par les violences physiques mais plus par les violences psychologiques. Les hommes cisgenres, les personnes non-binaires et surtout les personnes transgenres sont proportionnellement plus victimes de violences physiques (cf. Figure 3).

Une visibilité LGBT qui « dérange »

La voie publique reste le lieu le plus fréquent des violences hétéronormatives. La « visibilité » des personnes LGBTQIA+, lorsqu'elles sont identifiables comme s'éloignant des stéréotypes de l'apparence selon le genre, est souvent mentionnée comme un élément déclencheur des violences. Il est bien connu que les violences dans l'espace public « viennent réaffirmer la hiérarchie entre le masculin et le féminin et l'ordre social hétérosexuel. [...] Le degré de conformité aux stéréotypes de l'apparence selon le genre, féminin comme masculin, joue également un rôle central dans ces situations »^[2]. La Région bruxelloise ne fait pas exception en 2024 puisque de nombreux signalant·e·s mentionnent leur « look », leur « style », le port de maquillage ou de vêtements ou chaussures (p. ex. à talons) attribués traditionnellement à l'autre genre comme à l'origine des violences subies. La « visibilité » s'exprime aussi par des gestes d'affection en public, qui mènent également à des agressions – ces exemples sont malheureusement nombreux dans les signalements récoltés.

En détails, les personnes se définissant comme « non-binaires / queer / agenre / genre fluide / autre » – le plus souvent perçues comme dérogeant de manière visible aux normes du genre – rapportent les taux de violences les plus élevés dans l'espace public (49%).

2. INED, [Dossier de presse. Violences et rapports de genre. Enquête sur les violences de genre en France.](#) Sous la direction de Elizabeth Brown, Alice Debauche, Christelle Hamel et Magali Mazuy, p. 22.

Les hommes gays visibles dans l'espace public, en couple ou de part une expression de genre jugée non-conforme, sont également exposés aux violences. Il en va de même pour les femmes lesbiennes qui subissent, en plus, du sexisme en tant que femmes et sont très souvent hypersexualisées en tant que lesbiennes ; plusieurs rapportent ainsi des propositions de plans à 3, se sentent réduites au statut de « fantasme »... Les critères de discrimination s'entrecroisent en effet, dans un reflet des systèmes de domination à l'œuvre dans la société.

Des hommes comme auteurs des violences

8 faits de violences sur 10 commis par des hommes, et même 9 sur 10 pour les violences physiques

La majorité des faits rapportés (79%) sont décrits comme ayant été commis par des hommes (seuls (41%) ou en groupe (38%)). Ce constat d'une prépondérance des hommes parmi les auteurs des violences LGBTphobes a déjà été largement posé dans la littérature, tant au niveau international qu'en Belgique et plus spécifiquement à Bruxelles ^[3].

Des auteurs majoritairement inconnus des victimes mais avec des nuances

Pour l'ensemble des signalements, l'auteur des faits est inconnu de la victime dans 69% des cas. Pour les faits qui se sont produits dans des lieux publics ou accessibles au public, l'auteur était inconnu dans l'immense majorité des cas (92% des cas). Par contre, pour les violences commises sur le lieu de résidence (*ie* domicile privé, centre d'hébergement d'urgence) ou dans le cadre d'interactions qui ont lieu dans la sphère professionnelle (y compris école / université) ou bien dans des bâtiments publics ou médicaux, les auteurs sont connus des victimes dans plus de 7 cas sur 10.

Des faits peu rapportés à la police, une confiance à établir

Sur les 217 signalements de violences récoltés, les signalant·e·s ont indiqué avoir déposé une plainte à la police 29 fois, à savoir dans 13% des cas – un taux similaire à celui déclaré dans d'autres enquêtes ^[4].

La police, « pas l'allié le plus vaillant des personnes minorisées »

Les raisons que les signalant·e·s évoquent pour expliquer le non-dépôt de plainte sont essentiellement de trois types. Beaucoup jugent que les faits vécus ne sont pas assez graves et ne veulent pas consacrer de temps à des démarches jugées inutiles. Un deuxième groupe évoque un manque de confiance, voire une méfiance envers la police : peur de subir une victimisation secondaire, qu'on ne les prenne pas au sérieux voire qu'on leur « rie au nez ». La mise en place par la police de points de contacts dédiés aux discriminations ([point de contact LGBTQI+](#), « [No Hate](#) ») est donc importante à cet égard. Enfin, une peur des répercussions (menaces de représailles, craintes quant à des répercussions professionnelles, d'une dégradation de la situation au domicile...) est également souvent évoquée.

Pour parler de leur vécu, les personnes LGBTQIA+ ont besoin – comme tout un chacun – de sentir en sécurité. Ce qui, selon leurs dires, est le cas lorsqu'elles font un signalement anonyme dans le cadre de ce projet mais pas face à un policier – ni même face à leur entourage pour certain·e puisque dans 1 cas sur 5, les faits rapportés n'avaient jamais été racontés à personne. Le dispositif de signalements représente donc un espace important où les victimes d'actes LGBTQIA+phobes peuvent s'exprimer en toute sécurité.

3. Huysentruyt H., Dewaele A., Meier P., [Le contexte de la violence homophobe dans l'espace public. Une recherche ethnographique dans le centre de Bruxelles](#), Steunpunt Glijke kansenbeleid, 2014, pp. 4-5.

4. 14% in Burgwal A., Van Wiele J., Motmanz J., [GENOEG. ENOUGH. ASSEZ. Onderzoek naar de ervaringen met geweld van LGBTI-personen in Vlaanderen](#), Agentschap Binnenlands Bestuur team Gelijke Kansen, Bruxelles, 2023, p. 105.

Perspectives pour le projet

La récolte de signalement ayant atteint un certain degré de maturité, une réflexion a été amorcée, avec des acteurs et actrices de terrain (associatifs, institutionnels), sur le dispositif existant, la manière dont il est perçu et son adéquation aux objectifs initiaux.

Le projet est ainsi connu par l'ensemble des acteurs et actrices qui ont été interrogées et les objectifs perçus correspondent à ceux annoncés : meilleure vision du nombre des violences subies (aspect quantitatif) et meilleure connaissance de celles-ci (aspect qualitatif) ; accueil et écoute de victimes et informations sur les structures et services disponibles face aux situations rapportées.

Le projet est aussi jugé utile par la totalité des personnes interrogées, à différents niveaux. Tout d'abord, sur le plan collectif et à long terme : ce dispositif s'intègre dans un travail de « plaidoyer » et est vu comme un outil de « lutte pour l'égalité », de « visibilisation » et de « sensibilisation ». Il est décrit comme un « maillon » complémentaire à d'autres, s'intégrant dans une action collective pour combattre les discriminations. Sur le plan individuel ensuite : ce dispositif est perçu comme utile pour les personnes par sa fonction de point d'entrée et le fait qu'il offre un espace d'accueil et d'écoute vu comme « sécurisé » où la victime va pouvoir « partager son vécu » « librement ».

Les points positifs du projet les plus souvent mis en avant sont l'anonymat des signalements (qui est même un facteur critique de succès), la contribution à la visibilisation des violences LGBTQIA+phobes, les informations fournies aux signalant·e·s et la possibilité de faire un signalement en sécurité.

Des pistes d'amélioration se dégagent également de la réflexion menée. Elles portent sur l'implication de différentes associations dans le dispositif ; sur la communication autour de ce projet tant vers le public que vers les autres acteurs vers lesquels les victimes peuvent potentiellement être redirigées (en ce compris, mais non exclusivement, policiers) ; et sur la diversification du dispositif en ce qui concerne les modes de collecte de données (en ligne, questionnaire papier, en face-à-face...). Toute évolution du projet devra nécessairement prendre en compte : les objectifs – éventuellement revus – des initiateurs du projet, les attentes des bénéficiaires et les recommandations des parties prenantes. L'important étant, selon les dires de plusieurs acteurs, d'assurer la continuité de ce dispositif comme un maillon essentiel dans le travail de (r)établissement de la confiance envers les institutions encore trop souvent perçues comme violentes à leur égard par les personnes LGBTQIA+.

Remerciements

Safe.brussels tient à remercier les partenaires qui ont contribué à cette analyse, en premier lieu desquels equal.brussels et la *RainbowHouse Brussels* pour leur implication dans le présent dispositif de récolte de données. Nous remercions également l'ensemble des membres des associations et administrations qui ont accepté de participer aux entretiens avec les analystes de l'Observatoire.



Auteur·ice·s : Aline Distexhe et Lucas Leprince (Analystes *Observatory*)

Contact : safe.brussels – Tél : +32 (0) 507 99 11 – contact@safe.brussels – rue de Ligne, 40 – 1000 Bruxelles

© safe.brussels 2024 Tous droits réservés
D/2024/14.168/17

Pour plus d'informations sur le *Flash Paper* n°6 « Violences LGBTQIA+phobes » :
www.safe.brussels

*Version originale en français

Éditrice responsable : Sophie LAVAUX, Directrice générale – rue de Ligne, 40 – B- 1000 Bruxelles.

La reproduction de ce Flash Paper, en tout ou en partie, est autorisée à la condition expresse de mentionner clairement la source sous la forme : Observatory, « État des lieux des violences LGBTQIA+phobes en Région bruxelloise », *Flash Paper de l'Observatoire* – n°6, Bruxelles : safe.brussels, 2024.